

DEPARTEMENT du LOT et GARONNE

MAIRIE de GUÉRIN

PROJET DE RESTRUCTURATION DE L'ÉCOLE MATERNELLE TRAVAUX EN FAVEUR DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

30 place d'Obersaasheim - 47250 GUÉRIN

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

D.C.E.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

R.C.

Maître d'ouvrage :	MAIRIE de GUÉRIN 30 place d'Obersaasheim	47250 Guérin	Tél : 05.53.89.22.89 Mél: mairie.guerin@collectivite47.fr
--------------------	---------------------------------------------	--------------	--------------------------------------------------------------

Architecte :	Alain SOBAC 20 rue Bernard Palissy	47800 Miramont de Guyenne	Tél : 05.53.20.20.99 Fax : 05.53.20.82.67 Mél: alain.sobac@free.fr
--------------	---------------------------------------	---------------------------	--------------------------------------------------------------------------

Economiste :	ECOWORK 6 bis rue François Mauriac	47520 Le Passage	Tél : 05.53.48.53.30 Mél: ecowork.etude@outlook.com
--------------	---------------------------------------	------------------	--------------------------------------------------------

B.E.T. Electricité :	TGELEC CONCEPT 1 rocade d'Estillac	47310 Estillac	Tél : 05.53.68.08.29 Mél: be@tgelec.fr
----------------------	---------------------------------------	----------------	-------------------------------------------

B.E.T. Fluides :	S.I.E.A. 580 avenue du Dr Jean Noguès	47550 Boé	Tél : 05.53.66.36.73 Mél: siea47@orange.fr
------------------	------------------------------------------	-----------	-----------------------------------------------

Coordonnateur S.P.S. :	Alain SOBAC 20 rue Bernard Palissy	47800 Miramont de Guyenne	Tél : 05.53.20.20.99 Fax : 05.53.20.82.67 Mél: alain.sobac@free.fr
------------------------	---------------------------------------	---------------------------	--------------------------------------------------------------------------

MAI 2025

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur public ou Pouvoir adjudicateur

MAIRIE de GUÉRIN
30 place d'Obersaasheim - 47250 GUÉRIN

Représentant du Pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame LASSUS Marjorie,
maire de GUÉRIN

Profil d'acheteur du maître d'ouvrage

www.demat-ampa.fr

Objet de la consultation

PROJET DE RESTRUCTURATION DE L'ECOLE MATERNELLE
TRAVAUX EN FAVEUR DE LA RENOVATION ENERGETIQUE

30 place d'Obersaasheim - 47250 GUÉRIN

Remise des offres

Date limite de réception : JEUDI 12 JUIN 2025 à 12H00

SOMMAIRE

	Pages
1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres	3
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Conduite d'opération	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre.....	4
3.3 - Contrôle technique.....	4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
4 - Conditions relatives au contrat	4
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	4
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5 - Contenu du dossier de consultation.....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	5
6.1 - Documents à produire.....	5
6.2 - Visites sur site.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	6
7.1 - Transmission électronique	7
7.2 - Transmission sous support papier.....	8
8 - Examen des candidatures et des offres	8
8.1 - Sélection des candidatures.....	8
8.2 - Attribution des marchés.....	8
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
9 - Renseignements complémentaires	10
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
9.2 - Procédures de recours	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la restructuration de l'école maternelle pour le compte de la commune de Guérin (47250).

Marche de travaux - 9 lots

Lieu(x) d'exécution :

30 place d'Obersaasheim - 47250 GUÉRIN

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

L'opération est allotie ; les prestations sont réparties en 9 lots :

Lot(s)	Désignation
1	Gros-Œuvre - Démolitions - V.R.D.
2	Charpente bois - Couverture - Zinguerie
3	Menuiserie Aluminium - Serrurerie
4	Menuiserie Bois
5	Plâtrerie - Isolation - Faux plafonds
6	Carrelage - Faïence
7	Electricité
8	Plomberie - Sanitaire - Chauffage - VMC
9	Peinture - Sols souples

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.
Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (prescriptions de base, variantes et travaux optionnels indiqués dans les documents du DCE). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la Commande Publique, une offre comportant des variantes (autres que celles demandées par le maître d'ouvrage dans le DCE). Les variantes proposées à l'initiative du candidat pour modifier la solution de base doivent respecter l'esprit du cahier des charges et porter sur des spécifications techniques susceptibles d'améliorer les performances de l'offre ou d'améliorer la proposition financière, et seront présentées sur un DPGF spécifique facilement identifiable avec documentation technique à l'appui.

Dans le cadre de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se positionnera sur la possibilité de retenir ces solutions variantes pour le choix des entreprises adjudicataires.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

*Alain SOBAC – Architecte DPLG
20 rue Bernard Palissy - 47800 MIRAMONT de GUYENNE
Tél. : 0555202099
Courriel : alain.sobac@free.fr*

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est APS-APD-PRO-DCE-ACT-DET-AOR

3.3 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique pour les missions suivantes :

- Attestation relative à l'accessibilité des handicapés
- Vérification initiale des installations électriques

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

*Alain SOBAC
20 rue Bernard Palissy - 47800 MIRAMONT de GUYENNE
Tél. : 0555202099
Courriel : alain.sobac@free.fr*

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé à l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être modifié.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé à l'acte d'engagement est fourni en annexe de ce document.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC)
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot
- Les plans et autres documents graphiques ou techniques
- Le plan général de coordination (PGC SPS)
- Le DC1
- Le DC2
- Le DC4 (si nécessaire)
- Le modèle de trame du mémoire technique (tableau)

Chaque candidat pourra le télécharger gratuitement sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues dans le Code de la Commande Publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) et DC4 (déclaration relative à la sous-traitance) disponibles dans le DCE, soit disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (ATTR11)	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est fortement conseillée (mais n'a pas de caractère obligatoire). Pour cela, il convient de prendre systématiquement un rendez-vous auprès de la mairie de Guérin, au 05.53.89.22.89, afin de planifier cette dernière.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Conformément aux dispositions fixées dans le Code de la Commande Publique, un pli est qualifié "hors délai" et en conséquence rejeté, si le téléchargement se termine après la date et heure limites de réception des offres.

La réglementation en matière de marchés publics impose la remise des offres par voie électronique. La remise des offres sous format papier n'est plus autorisée pour les consultations supérieures à 100 000 € HT.

7.1 - Transmission électronique

Modalités de transmission électronique

Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :

1. De s'inscrire sur la plate-forme des marchés publics Demat-Ampa accessible à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>
2. Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son n° SIRET
3. Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur
4. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.
5. Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

La plateforme Demat Ampa vous permet :

- De vérifier la configuration de votre ordinateur grâce à une fonction de diagnostic de présence des pré-requis.
- De tester la configuration de remise des plis. Une consultation nommée "TEST MAPA" est disponible dans la rubrique "AIDE". Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle afin de vous familiariser avec la procédure. Une assistance en ligne est disponible sur la plateforme.

Dans tous les cas il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique et d'anticiper vos dépôts.

Les formats de fichiers

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc ou .docx/.rtf/.pdf/.xls ou .xlsx/.odt, .ods ou .odp

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les ".bat" les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- Faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux (préconisations : à 100 mégas). En effet, le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du pli et engendre ainsi un risque de réception hors délai.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Nom des fichiers

Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : / \ : ? > et de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans le zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

Enfin tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus à la charge du candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat en sera informé.

Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- « copie de sauvegarde » de l'offre pour :
- **Projet de restructuration de l'école maternelle – Travaux en faveur de la rénovation énergétique**
- **Lot n° - Nom du candidat**

Ce pli sera adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

MAIRIE de GUÉRIN

30 place d'Obersaasheim - 47250 GUÉRIN

La copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Il est fortement recommandé d'adresser cette copie de sauvegarde car elle n'engendre pas de réel surcoût ni de charge de travail supplémentaire pour les candidats et permet de parer à toute éventualité.

Néanmoins la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis

Signature électronique

Au moment du dépôt, la signature électronique de la candidature et de l'offre n'est pas obligatoire.

Dans le cas où l'offre du candidat retenu aura été déposée sans signature, il lui sera demandé de signer son offre après attribution afin de notifier le marché.

Attention :

Le certificat de signature électronique est payant. Son obtention pouvant prendre plusieurs jours, la demande doit être anticipée par rapport au délai de réponse indiqué dans l'avis de marché.

Les certificats de signature électronique, conformes au référentiel général de sécurité (RGS) en vigueur, sont commercialisés par des prestataires de certifications électroniques qualifiés :

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le soumissionnaire veillera à porter une attention particulière à la **qualité du détenteur du certificat de signature électronique** qui signe les documents transmis par voie dématérialisée, celui-ci devant être dûment habilité à engager la société.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60.00
2- Prix des prestations	40.00

1 -Valeur technique (notée sur 60 points) :

Notation du mémoire technique: 60 x (Nombre de points du mémoire considéré sur 100 points possibles maximum suivant détails des notes ci-dessous)

La valeur technique des prestations sera appréciée au vu des éléments suivants :

* CRITÈRE N°1 – MOYENS HUMAINS :

- personnel d'exécution : nombre, qualifications, ... – noté sur **20 points**

- # L'absence de traitement de critères sera notée 0
- # Un critère de très faible qualité sera noté 4
- # Un critère de faible qualité sera noté 8
- # Un critère de qualité moyenne sera noté 12
- # Un critère de bonne qualité sera noté 16
- # Un critère de très bonne qualité sera noté 20

- encadrement affecté au chantier – noté sur **15 points**

- # L'absence de traitement de critères sera notée 0
- # Un critère de très faible qualité sera noté 3
- # Un critère de faible qualité sera noté 6
- # Un critère de qualité moyenne sera noté 9
- # Un critère de bonne qualité sera noté 12
- # Un critère de très bonne qualité sera noté 15

* CRITÈRE N°2 – MOYENS MATÉRIELS :

- nombre, propriété de l'entreprise ou en location – noté sur **10 points**

- # L'absence de traitement de critères sera notée 0
- # Un critère de très faible qualité sera noté 2
- # Un critère de faible qualité sera noté 4
- # Un critère de qualité moyenne sera noté 6
- # Un critère de bonne qualité sera noté 8
- # Un critère de très bonne qualité sera noté 10

* CRITÈRE N°3 – CONTRÔLE INTERNE :

- procédure de contrôle interne et méthodologie d'exécution des travaux – noté sur **10 points**

- # L'absence de traitement de critères sera notée 0
- # Un critère de très faible qualité sera noté 2
- # Un critère de faible qualité sera noté 4
- # Un critère de qualité moyenne sera noté 6
- # Un critère de bonne qualité sera noté 8
- # Un critère de très bonne qualité sera noté 10

* CRITÈRE N°4 – CARACTERISTIQUES DES PRINCIPAUX MATERIAUX OU MATERIELS PROPOSES :

- marques, modèles ou produits, fournisseurs, garanties – noté sur **30 points**

- # L'absence de traitement de critères sera notée 0
- # Un critère de très faible qualité sera noté 6
- # Un critère de faible qualité sera noté 12
- # Un critère de qualité moyenne sera noté 18
- # Un critère de bonne qualité sera noté 24
- # Un critère de très bonne qualité sera noté 30

* CRITÈRE N°5 – ENVIRONNEMENT :

- dispositions pour assurer la propreté du chantier ; les dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets – noté sur **15 points**

- # L'absence de traitement de critères sera notée 0
- # Un critère de très faible qualité sera noté 3
- # Un critère de faible qualité sera noté 6
- # Un critère de qualité moyenne sera noté 9
- # Un critère de bonne qualité sera noté 12
- # Un critère de très bonne qualité sera noté 15

2 -Prix des prestations (noté sur 40 points) :

Attribution du nombre maximum de points (40) à l'offre recevable la moins disante. Une offre anormalement basse ne sera pas retenue comme offre la moins disante - Notation de l'offre considérée : 40 x (Prix de l'offre moins disante / Prix de l'offre considérée)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La note finale sera obtenue en ajoutant les notes « prix » et « valeur technique ». En cas d'égalité le candidat ayant le prix le moins élevé sera classé devant.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats ayant remis une offre régulière ou acceptable. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : www.demat-ampa.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet - 33063 BORDEAUX

Tél : 05 56 99 38 00 - Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr